

Pierre Gadonneix :

« La compétitivité de l'EPR est préservée et même renforcée »

ENTRETIEN

Après l'annonce du surcoût de la construction du réacteur de troisième génération, le président d'EDF confirme la stratégie de développement international du groupe dans le domaine nucléaire.

LE FIGARO. – Dans le cadre du plan de relance dévoilé hier par Nicolas Sarkozy, EDF est directement mis à contribution. Quelles modalités cet engagement va-t-il prendre exactement ?

Pierre GADONNEIX. – Avant toute chose, si EDF appuie ainsi l'action engagée par le président de la République, c'est que l'entreprise est en mesure de le faire. Car dans ce contexte de crise financière majeure, nous sommes beaucoup moins touchés que d'autres groupes. Cela tient à ce que l'électricité est un bien de consommation de première nécessité ; cela tient aussi à ce que nous pouvons nous prévaloir d'un bilan parfaitement sain. Pour preuve, nous venons d'émettre sans difficulté près de trois milliards d'euros d'obligations, à la fois en France, en Grande-Bretagne et en Suisse. Dans ces conditions, nous disposons de toute la détermination et de tous les leviers voulus pour mener un ambitieux programme de développement et d'investissements. Ce qui va se traduire, dans le cadre du plan de relance annoncé par le président de la République, hier, par un effort supplémentaire, dès 2009, de 2,5 milliards d'euros. Cette enveloppe se répartira de la manière suivante : 300 millions dans les énergies renouvelables et en particulier le solaire, 300 millions pour

les infrastructures des départements d'outre-mer, 200 millions

au titre de fournitures françaises pour notre développement dans le nucléaire à l'international. Le reste sera consacré à l'amélioration de la qualité des réseaux de transport et de distribution d'électricité ainsi que dans nos installations de production.

Le chef de l'État souhaite donc qu'EDF fasse beaucoup plus qu'aujourd'hui...

La relance de nos investissements a été engagée depuis quelques années déjà. Autant, entre 1995 et 2005, cette courbe avait fléchi, autant elle s'est accélérée depuis. À cela une bonne raison : la France n'est plus en situation de surcapacité électrique. Le pays doit au contraire renforcer ses infrastructures dans ce domaine pour assurer la sécurité d'approvisionnement. C'est pour cela qu'EDF avait décidé d'investir 1,8 milliard d'euros supplémentaires en 2008 notamment pour augmenter ses capacités de production. Le plan de relance va nous amener à réaliser plus vite le plan de développement que nous avions élaboré. Dans les moyens de production, nous orientons principalement nos investissements selon deux axes : la prolongation de la durée de vie des centrales actuelles, ainsi qu'une optimisation de leur fonctionnement, ce qui se traduira par une augmentation de la disponibilité. Enfin, et c'est une très bonne nouvelle pour l'emploi : 2,5 milliards d'euros, cela correspond à la création d'environ 20 000 emplois, directs et indirects, supplémentaires.

L'entreprise a confirmé hier que la construction de l'EPR de Flamanville allait générer un surcoût d'environ 20 %. Cela ne risque-t-il pas d'altérer sévèrement la rentabilité

du nucléaire ?

Pas du tout. Cette augmentation des coûts du prototype de l'EPR est parfaitement raisonnable. Si l'on prend en compte notamment l'inflation et le fait qu'un certain nombre de prestations sont indexées sur le prix des matières premières, ce renchérissement n'a rien d'exceptionnel. À titre de comparaison, sur la même période 2005-2008, les coûts de construction d'une centrale à gaz se sont appréciés de plus de 40 % et ceux d'une centrale à charbon de plus de 50 %. En effet, la construction de ces deux types de centrales est beaucoup plus sensible à l'inflation des matières premières. L'alourdissement de la facture de Flamanville se traduit certes par une augmentation du prix de revient du mégawattheure (MWh) d'origine nucléaire – qui passe de 46 à 54 euros – mais dans le même temps les coûts de production d'une centrale thermique ont grimpé de près de 30 %. À l'arrivée, la compétitivité du nucléaire est parfaitement préservée et même renforcée.

Cet alourdissement de la facture de l'EPR de Flamanville aura-t-il un impact sur la stratégie nucléaire du groupe à l'échelon mondial ?

Je confirme notre stratégie de développement international telle qu'elle a été annoncée il y a plusieurs mois : à savoir la construction d'une dizaine d'EPR à l'horizon de 2020, précisément quatre aux États-Unis, quatre en Grande-Bretagne, deux en Chine et deux en Afrique du Sud. En plus, bien sûr, de l'EPR de Flamanville et peut-être d'un deuxième EPR en France. Nous confirmons également le calendrier de la tête de série EPR à Flamanville, qui sera opérationnel en 2012, avant qu'un second soit mis en service en

Chine, 18 mois plus tard. Les réacteurs suivants s'enchaîneront ensuite à un rythme régulier.

Voici quelques semaines, EDF a finalisé le rachat de British Energy. Que manque-t-il pour que cette opération soit définitivement bouclée ?

Les deux dernières étapes sont en cours : les actionnaires de British Energy devraient prochainement approuver l'offre de rachat d'EDF. Nous sommes évidemment particulièrement confiants sur ce point. D'autre part, nous avons formulé auprès de Bruxelles un certain nombre de propositions pour répondre à la Commission européenne, qui est particulièrement attentive aux questions liées aux

concentrations sur le marché britannique.

Aux États-Unis, vous venez de lancer une offre pour racheter 50 % des activités nucléaires de Constellation, votre partenaire américain sur lequel le milliardaire Warren Buffett avait lancé une OPA en septembre. Comment voyez-vous évoluer ce duel ?

Par rapport au mois de septembre, notre position a évolué. La proposition que nous venons de formuler concerne en effet non pas un rachat d'actions de Constellation mais un rachat de ses actifs. Parallèlement, nous nous félicitons de constater que depuis quelques semaines la situation de trésorerie de

Constellation s'est considérablement améliorée. Pour le reste, il appartient désormais au conseil d'administration de Constellation, qui a dit qu'il examinerait notre offre, et aux actionnaires, dont l'assemblée générale se tiendra le 23 décembre, de se prononcer. La balle est dans leur camp. En attendant, nous sommes convaincus qu'EDF a un rôle très important à jouer aux États-Unis, où les centrales nucléaires sont plus anciennes qu'en France et où le besoin de renouvellement du parc va se poser avec acuité au cours des prochaines années.

Propos recueillis par
FRÉDÉRIC DE MONICAULT



« Nous disposons de toute la détermination et de tous les leviers voulus pour mener un ambitieux programme de développement et d'investissements », affirme le président d'EDF, Pierre Gadonneix. *Richard Vialeron/Le Figaro*